

POUVOIR DIRE

JOURNAL EDITE PAR LE COLLECTIF "JUSQU'A CE QU'ON LES RETROUVE"

A l'occasion de la 9e manifestation silencieuse en solidarité avec les Mères de la place de Mai et les parents d'Amérique latine en lutte pour la réapparition en vie de 90 000 détenus-disparus
GENEVE, JANVIER 1983

90 000 disparus en Amérique latine

Deux enfants disparus retrouvés vivants

Deux enfants, un garçon né en prison et une fille de six ans, enlevée avec ses parents après le coup d'Etat militaire de 1976, ont été retrouvés vivants et confiés à leurs familles. Cette révélation a été faite à Buenos Aires le 18 janvier par l'organisation des grand-mères de la Place de Mai. Les enfants auraient été retrouvés il y a quelque temps déjà, mais l'information a été gardée secrète pour des raisons de sécurité.

Nonante-trois cas de femmes enceintes "détenues-disparues" ont été dénoncés jusqu'ici par les organisations des Droits de l'homme en Argentine. C'est la première fois qu'on retrouve un enfant né en prison de mère "disparue".

Né en février 1978, l'enfant figure au registre des naissances de Buenos Aires avec son nom de famille. On y ajoute la mention "orphelin". La mère, dont on est sans nouvelles depuis décembre 1977, était enceinte de sept mois au moment de son enlèvement.

En revanche, la petite Ana Laura, née le 26 mars 1976 et enlevée avec ses parents alors qu'elle avait à peine sept mois, est le cinquième enfant disparu en Argentine dont on retrouve la trace. Elle vit actuellement avec sa grand-mère maternelle qui, suite à des menaces, a dû garder le plus grand silence sur cette affaire pendant plusieurs mois.

En ce qui concerne les quatre autres enfants, deux sont réapparus à Buenos Aires et deux à Valparaiso (Chili). Tatiana Ruarte et Laura Malena Jotar, qui avaient été abandonnées sur la voie publique en octobre 1977, ont été retrouvées trois ans plus tard par les grand-mères de la Place de Mai. Quant aux deux autres enfants, Anatole et Eva Julien Grisona, ils sont fils de réfugiés uruguayens en Argentine. Enlevés avec leurs parents en septembre 1976 à Buenos Aires, ils étaient abandonnés deux mois plus tard sur une place publique de Valparaiso et placés dans un orphelinat. Ce n'est qu'après deux ans de recherches et suite à une importante campagne internationale qu'ils ont été retrouvés. En revanche, on ne sait toujours rien de leurs parents.

Ces quelques cas constituent un encouragement pour ceux qui n'ont pas perdu l'espoir de retrouver leurs êtres chers. Il y a encore plus de cent noms d'enfants sur les listes de disparus en Argentine... Une bonne raison pour continuer dans la voie que se sont tracée les organisations qui se reconnaissent dans le mot d'ordre : "Jusqu'à ce qu'on les retrouve".

(Information parue dans *El País* (Madrid), le 19 janvier 1983)

Ne les oublions jamais

Comme les avocats, médecins, étudiants, prêtres ou syndicalistes, les journalistes sont les victimes, dans de trop nombreux pays d'Amérique latine, et depuis longtemps déjà, de "disparitions" qui signifient souvent en fait autant d'issues fatales, d'exécutions sommaires, de cadavres retrouvés au petit matin dans un terrain vague ou sur une plage.

Pourquoi ? Comment ? Des voix plus autorisées se sont élevées pour démontrer, dénoncer les méthodes expéditives qui ont cours dans le continent sud-américain pour "effacer" de la société ceux qui ont le seul tort de rechercher la vérité, de traquer l'injustice et, surtout, de vouloir le dire et l'écrire.

Pour nous, journalistes, occidentaux, habitués au confort de la liberté — même si nous nous plaignons de temps à autre des coups de canif portés à notre indépendance — il est difficile de réaliser dans quelles conditions travaillent nos confrères, quels risques ils courent pour, simplement, exercer leur profession. Et pourtant...

Et pourtant, les chiffres sont là, plus de deux cents d'entre eux ont "disparu"... Disparu, cela veut dire quoi ?

Cela veut dire, d'abord et avant tout, une menace physique

pour la femme ou pour l'homme qui, un beau jour, n'a pas regagné sa rédaction ou sa maison. Tout simplement parce qu'il avait fait profession d'essayer de dire la vérité.

Cela veut dire aussi qu'à chaque fois la liberté de presse a été un peu plus malmenée, et avec elle la liberté tout court. Existe-t-il une démocratie digne de ce nom sans liberté de presse garantie, sans journalistes pouvant enquêter et livrer le fruit de leurs investigations en toute quiétude ? Sûrement pas.

Que pouvons-nous faire, nous, journalistes genevois installés dans nos "petits problèmes" ? Certainement rien de très spectaculaire, mais peut-être des petits "trucs" qui, à la longue, se révèlent importants. Souvenons-nous du pianiste Miguel Angel Estrella, pour lequel certains d'entre nous ont manifesté ou écrit il y a quelques années : à force de scander son nom, il a fini par pouvoir sortir de sa prison.

Alors, continuons, répétons sans cesse le nom de ces confrères, ces amis inconnus qui, un jour, ont "disparu". Ne les oublions jamais, et peut-être la liberté sera-t-elle enfin la plus forte.

Philippe ROY
Président de l'Association
de la presse genevoise

Plus personne...



Faire disparaître un être humain ! Y a-t-il plus inacceptable, plus immonde ? N'est-ce pas la pire violence qui puisse être exercée ? Non seulement à l'égard de la victime, mais également de sa famille, de ses amis, contraints de constater un jour, impuissants, l'effacement radical d'un être de chair et de sang auquel ils sont attachés. Privés du droit, fondamental bien que non écrit, de savoir si le disparu vit encore ou non. Et, s'il vit, de connaître le lieu, les motifs et les conditions de sa détention. De pouvoir lui écrire, lui faire parvenir quelques petites attentions qui sont autant de liens avec la vie normale. Et, s'il est mort, de chercher à savoir qui a fait cela, pourquoi, quand, dans quelles circonstances : où il a été inhumé, jeté peut-être, afin de pouvoir se recueillir devant sa tombe ou même un simple amas de terre.

En niant ces droits, les autorités des pays où s'exercent de telles pratiques font en sorte que, dans l'esprit et dans le cœur des familles et amis touchés, le disparu n'ait ni l'existence propre à un vivant, ni celle qui est spécifique à la personne décédée. Aucun "statut", en quelque sorte. Par leur silence sépulcral ou leur feinte ignorance des faits, ces autorités assassinent le disparu à nouveau chaque jour. Crime parfait. Parfaitement horrible.

Caducité et ténacité

Elles jouent également sur la caducité rapide de l'information et de l'émotion publique. Car un fait ne constitue une information que lorsqu'il vient de se produire. Si l'événement dure, il perd ce caractère. C'est pourquoi, généralement, la presse ne traite guère des malheurs qui persistent. A tel point qu'une famine touchant 100 000 personnes est plus "intéressante" quand elle éclate qu'une autre faisant un million d'affamés,

mais qui dure depuis un certain temps déjà. Il en est de même des disparus.

Sauf si l'on a la volonté qu'il n'en soit pas ainsi. C'est pourquoi il faut saluer la ténacité des manifestants qui, chaque mois, répètent leur ronde interpellante à Buenos Aires comme à Genève ou en d'autres villes encore ; la ténacité également du recteur de l'université de Genève qui, périodiquement, réclame à l'Argentine l'étudiant Alexei Jaccard, immatriculé dans son établissement.

Plus grave ?

Un journaliste qui disparaît mérite-t-il davantage d'attention

qu'une autre personne ? Certainement pas. Qu'on soit un modeste manoeuvre ou le plus coté des hommes de presse, chacun est égal en dignité et en droits.

Néanmoins, la question peut être envisagée d'une autre manière. Ce n'est pas par hasard que les journalistes, avec les avocats et les syndicalistes par exemple, sont plus touchés que d'autres catégories. Ceux qui disposent d'un instrument ou d'une compétence leur permettant de prendre la défense des opprimés et de dénoncer les injustices sont davantage visés par les dictateurs assoiffés de pouvoir absolu et par certaines oligarchies angoissées à l'idée d'un recul de leurs privilèges.

Lutter pour que réapparaisse en vie un journaliste, un avocat ou un syndicaliste, c'est lutter non seulement pour lui mais encore pour beaucoup d'autres victimes de la répression.

Casser l'engrenage

Les manifestants d'ici ne connaissent pas le disparu dont le nom figure sur la pancarte qu'ils portent accrochée à leur cou. Ils pourraient se sentir très peu concernés. D'autant que les faits se sont produits si loin, et sous des régimes si différents ! Qu'est-ce qui les meut, sinon une exigence de conscience qui leur impose de réagir ? Non seulement par solidarité fraternelle, mais encore parce qu'ils ont saisi que certains fléaux font inévitablement tache d'huile si personne ne se lève pour dire non.

Pierre DUFRESNE
Rédacteur en chef du
Courrier

Parce que il faut pouvoir dire

Un nouveau journal sur la place de Genève ? Oui, un journal extraordinaire.

Extraordinaire parce qu'il n'a prévu de paraître qu'une fois. Extraordinaire surtout par son contenu. C'est sans doute la première fois qu'à Genève des rédacteur en chef, des éditorialistes connus, des journalistes de journaux locaux ou étrangers joignent leurs signatures dans un même journal.

Qu'est-ce qui rend possible cette union inhabituelle ? La solidarité. La solidarité en particulier avec leurs collègues "disparus" en Argentine et en Amérique latine parce qu'ils avaient le tort de vouloir exercer leur métier.

Les organisateurs des manifestations silencieuses en faveur des disparus ont en effet proposé, à l'occasion de cette manifestation de janvier dédiée aux journalistes disparus, à des journalistes des principaux journaux genevois de collaborer à la parution de ce journal. Nous avons proposé trois formes de participation :

a) rédactionnelle, sous la forme d'articles que vous lirez ici ;
b) rédactionnelle encore sous la forme de ces espaces blancs en hommage aux disparus ;
c) matérielle, sous la forme de la composition et du tirage de ce journal. Ceci a été la partie la plus difficile.

Deux imprimeries ont offert leurs machines pour le travail volontaire des typographes. Nous avons choisi celle d'un grand quotidien genevois.

Solidaires avec les journalistes disparus, les typographes de ces deux imprimeries ainsi que le Syndicat du Livre et du Papier ont offert leur coopération.

C'est donc grâce à cette coopération que ce journal est sorti. Et que nous pouvons dire ce que tant d'autres n'ont pas pu dire. Car si certains journalistes ou organes de presse ne veulent pas dire, d'autres le veulent et ne peuvent pas.

Collectif "JUSQU'A CE
QU'ON LES RETROUVE"

A Genève: Avec et pour les «disparus» d'Amérique latine

Selon le rapport annuel d'*Amnesty International* (1), il n'y a pratiquement aucun des pays d'Amérique latine qui échappe aux questions si graves de la torture, de la persécution, de l'emprisonnement arbitraire. Et des disparitions. Et chiffrer celles-ci relève de l'impossible gageure, tant ces pays pratiquent la langue de bois. Au moins 90 000, selon les plus modérées estimations, pour ce continent. Silence à tous les niveaux : armées, polices, gouvernements. L'opinion publique internationale, par bien des moyens, a été saisie de ces faits. Les journaux en parlent. A huis-clos, également dans les instances internationales, notamment à la commission des Droits de l'homme. Sans résultats tangibles et positifs.

Du huis-clos des chancelleries et des débats onusiens, le phénomène "disparition" est passé dans le domaine public. Dans la rue aussi. Cela a commencé à Buenos Aires quand, sur la place de Mai, les mères, appelées par dérision — une injure de plus ! — "les Folles de Mai", sont descendues manifester, la tête couverte d'un fichu blanc, réclamant des nouvelles de leurs disparus. Le mouvement, ensuite, s'est étendu à d'autres pays. Et plus spécialement à Genève, ville internationale et multiraciale par excellence et où l'écho des informations est plus fort.

À la fin de 1981, l'AIDA (Association internationale de défense des artistes), en l'église du Sacré-Coeur, a mis le branle à ce mouvement d'opinion, notamment en organisant un impressionnant défilé en ville, tandis que les manifestants, la figure cachée par un masque blanc, avec un nom sur

une pancarte sur la poitrine, dénonçaient la disparition d'artistes argentine. Aux stands, on distribuait informations et brochures.

Dans l'église même, des artistes suisses avaient mis en vente quelques-unes de leurs oeuvres.

A partir de mai 1982, chaque dernier jeudi de chaque mois, devant les bureaux d'Aerolineas Argentina, au bas de la rue Chantepoulet, une première manifestation était organisée, à l'occasion de la "semaine mondiale du détenu-disparu" à l'initiative de la FEDEFAM (Fédération latino-américaine des associations de familles de détenus-disparus). Pendant une heure, de 12h à 13h, des personnes se sont ainsi rassemblées, elles-mêmes la tête couverte et portant pancarte d'un nom de disparu, tournant en rond, sur cette mini-place, quel que soit le temps, le froid comme le chaud, la pluie comme le soleil, pour être solidaires avec ces mères argentines. Chaque fois un peu plus nombreuses et faisant circuler appels et lettres à signer et à envoyer aux responsables. Une fois pour les artistes, une autre pour les femmes enceintes disparues, ou encore pour les juristes et les avocats; ou bien pour les enfants. A la dernière réunion, celle de Noël, plus mobilisatrice, la foule avait bien quadruplé.

Ce 27 janvier 1983, cette réunion est plus spécialement destinée aux journalistes disparus dans la tourmente. A ce jour et à ce qu'on sache, ces lettres sont demeurées sans réponse.

Est-ce signifier l'indifférence des gouvernements des pays en question? Ce n'est pas certain. Des témoignages parus dans la presse et d'autres reçus à Genève

tendent à prouver qu'il se passe bien des "choses" dans ces pays d'Amérique latine. Il est clair que les situations économiques de ces pays sont en pleine désagrégation et que les dictatures, toujours sous pression, s'essoufflent. Le chômage endémique et les inflations galopantes y sont aussi pour une grande part. La guerre des Malouines a eu des conséquences importantes pour l'Argentine : une résurgence du nationalisme argentin, une rupture avec les économies occidentales. Cette guerre à peine terminée, le gouvernement lâchait un peu de lest et promettait pour... plus tard un retour à un régime démocratique géré par des civils. Depuis lors des charniers ont été découverts avec des cadavres dont on ne savait même pas la disparition, laissant ainsi entendre qu'il y a plus de "disparus" qu'on le croit.

Le slogan majeur, stipulé sur tracts, brochures, lettres, calicots, des manifestations genevoises, est : "Jusqu'à ce qu'on les retrouve". Pour combien de temps encore : Mais la détermination des groupes genevois, réunis et patronnés par une bonne vingtaine d'organisations, qui d'ailleurs ne sont pas forcément politiques, reste totale, entière et valable. Fermement décidés, tous, à ouvrir cet abcès qui n'a que trop duré.

Paul KLEIM
Journaliste

(1) *Amnesty International*, Rapport 1982. Lire notamment les chapitres consacrés à l'Amérique latine, pp 123 à 205. A constater qu'à l'instar de ces pays, il en est bien peu sur la planète à respecter à 100 o/o la Déclaration universelle des Droits de l'homme et dont beaucoup sont pourtant signataires. BP 1051, 3001 Berne.

L'ultime soubresaut ?

Dans son livre "Prisonnier sans nom", Jacobo Timmerman raconte comment, enlevé en avril 1977 en plein Buenos Aires, il connut pendant trente mois les horreurs de la torture, de la solitude, de la "cellule sans numéro" et sans lumière des prisons clandestines où jamais on ne l'appela de son nom.

L'ancien directeur de *La Opinión* ne dut qu'aux pressions internationales, notamment des Etats-Unis, d'être finalement relâché et de pouvoir émigrer en Israël. En ce sens, il a eu plus de chance que les quelque quatre-vingt autres journalistes argentins disparus sans laisser de trace ou leurs quarante-sept collègues — parmi eux l'ex-président du syndicat des journalistes — actuellement détenus dans les prisons fédérales.

Quatre-vingt individus, ce n'est peut-être qu'une goutte d'eau dans l'océan des quelque dix à quinze mille *desaparecidos*, selon les estimations des organisations humanitaires internationales. Mais cela ne dit pas tout des mesures d'intimidation constantes dont la presse argentine fut l'objet depuis le coup d'Etat militaire de 1976. Très vite, les journalistes se virent interdits tout jugement nuancé sur la "guerre anti-terroriste" de la junte. Menacé à plusieurs reprises, le directeur du *Daily Herald*, Robert Cox, dut finalement quitter le pays : tout en soutenant dans l'ensemble la politique du gouvernement, son journal n'en avait pas moins dénoncé les violations des Droits de l'homme. Et

l'on sait ce qu'il est advenu de Jacobo Timmerman.

En octobre 1980, le général Antonio Vaquero, chef d'état-major de l'Armée, proclamait encore, dans une interview à *Clarín*, que "pour ce qui touche aux actions contre le terrorisme, on n'admet ni on n'admettra aucun type d'investigation de la part de personne, ni maintenant, ni à l'avenir". Il fallut le désastre des Malouines, en juin dernier, pour que les colonnes des journaux argentins s'ouvrent enfin aux témoignages des proches des disparus ainsi qu'aux récits de la débacle militaire. (Il est vrai que la presse argentine, qui n'avait pas été la dernière à céder à la vague de nationalisme suscitée par le coup de force du général Galtieri sur les Malouines, avait à cet égard beaucoup à se faire pardonner.)

Fin septembre, cependant, un décret de la junte interdisait aux radios et télévisions d'Etat de traiter de tout "fait lié à la subversion", à savoir : les "faits subversifs", les "cas de disparition", les "activités de bandes de délinquants", le mouvement des "mères de la place de Mai". De même était prohibé tout compte rendu des "procès liés à ces questions". Parallèlement, les rédactions étaient à nouveau l'objet de menaces téléphoniques anonymes, tandis qu'une bombe détruisait l'automobiliste d'un éditeur.

S'agit-il seulement là de l'ultime sursaut d'une dictature finissante ?

André NAEF

La Tribune de Genève

Quand la Presse banalise

Le monde entier connaît aujourd'hui les méthodes radicales utilisées par les militaires argentins. Des dizaines de milliers de personnes ont disparu. Enlevées et probablement assassinées. Depuis quelques semaines, les charniers découverts en Argentine en apportent la preuve.

Parmi les milliers de disparus, on compte de très nombreux journalistes, coupables sans doute d'avoir voulu dire la vérité sur le régime argentin. Coupables d'avoir tenté de faire savoir au monde que la dictature argentine n'était pas une "dictature parmi tant d'autres". Car le meilleur allié des dictateurs, c'est la banalisation de leurs crimes, c'est l'accoutumance ou l'aveuglement de l'opinion, de la presse, des journalistes.

Le 24 mars 1976, Jean-Jacques Chouet commentait dans la *Tribune de Genève* : "Attendu, négocié, le coup d'Etat qui met fin au régime péroniste (...) n'a surpris personne en Argentine." Et de décrire le processus comme inexorable, sans y ajouter l'ombre d'une réprobation ou un soupçon de condamnation; tout juste l'espoir qu'il n'y aura pas de "durcissement excessif".

Même fatalisme, même compréhension, sous la plume de Jean-Yves Dumont dans *La Suisse* du 25 mars : "S'il est un coup d'Etat qui n'aura surpris personne, c'est bien celui de Buenos

Aires.", qui présente lui aussi le mécanisme comme pratiquement inévitable.

Dans le *Journal de Genève* du même jour, Claude Monnier ne s'émeut pas davantage. Pas plus que les autres il ne s'inquiète des conséquences du putsch sur la vie des Argentins. Il prévoit certes que les militaires échoueront dans leur tentative de résoudre les problèmes de l'Argentine mais renvoie dos à dos les différents protagonistes, "chacun étant en outre prêt à frapper l'autre sans pitié, pour donner un coup de semonce de destin..."

Ce rapide survol de la presse genevoise au lendemain du coup d'Etat n'entend pas montrer du doigt quelques journalistes "coupables" de n'avoir pas prédit le cauchemar du peuple argentin. Il ne vise qu'à rappeler à tous ceux qui ont pour métier d'informer, et qui ne se privent pas à l'occasion de s'émouvoir et de condamner, qu'il n'est pas de pire danger que la banalisation du processus dictatorial et l'accoutumance à ses méfaits.

Une façon d'espérer que, la "prochaine fois", on ne présente pas l'assassinat de la démocratie comme une simple péripétie.

Alec FEUZ

Tout Va Bien-Hebdo



Entre le 18 et le 20 décembre dernier, Ricardo René Haidar, ingénieur chimiste, a été enlevé entre le Brésil et l'Argentine. Il est le dernier des trois survivants du massacre de dix-neuf détenus réalisé par les militaires argentins pendant la dictature militaire de 1966-1973 à l'intérieur de la prison de Trelew en 1972.

La dénonciation de cette nouvelle disparition a été rendue publique lors d'une conférence de presse, tenue le 10 janvier dernier à Buenos Aires, avec la participation d'une délégation brésilienne composée de personnalités politiques, religieuses et syndicales, et des représentants des organisations de défense des Droits de l'homme en Argentine. M. Mignone et M. Mac Donnel pour le CELS, M. Lucas Orfanó pour les Famille

M. Lucas Orfanó pour les Familles des détenus-disparus et de prisonniers politiques, Mme Antokoletz pour les Mères de la Place de Mai et M. Perez Esquivel, prix Nobel de la paix 1980.

Le groupe a présenté un recours de *habeas corpus* en faveur de M. Haidar.

A cette occasion, M. Perez Esquivel a dénoncé l'escalade des intimidations infligées au peuple argentin et en particulier à l'égard des organisations de défense des Droits de l'homme. Il a souligné que le gouvernement militaire n'était pas intéressé à l'ouverture politique.

Les journalistes détenus-disparus en Amérique latine

JOURNALISTES DISPARUS EN ARGENTINE

Nom	Date et lieu de séquestration
ADUR Claudio Cesar	11.11.76 Buenos Aires
AIUB Ricardo Emir	9.06.77 La Plata
ALVAREZ de BARROS Lucina	7.05.76 Buenos Aires
AMADIO Maria Elena	30.03.76 Buenos Aires
ARAGON Alvaro	08.77 Pcia Buenos Aires
ARIZA Andres Lucio 2)	22.07.76 Cordoba
ASCONA Juan José 1)	18.05.76 Buenos Aires
ASEF Roberto Elias	03.08.77 Cordoba
ASENJO Jorge A.	12.06.76 Cinco Saltos (N)
BARROS Oscar Osvaldo	07.05.76 Buenos Aires
BEDOYAN de ICONICOFF Maria	12.06.76 Buenos Aires
BERTHOLET Horacio	01.10.76 Beriso (Bs. As.)
BACH Ricardo	22.12.76 Buenos Aires
BETTANIN Guillermo	07.05.76 Pcia Buenos Aires
BUSTOS Miguel Angel	30.05.76 Mendoza
CASADIDIO Aldo Nestor	07.12.76 Cap. Fed.
CERETTI Conrado	27.07.76 Cap. Fed.
COSTA Carlos Alberto	03.05.76 Rosario (Sta Fe)
COLMENARES Jaime	02.01.77 Buenos Aires
CONTI Haroldo	05.05.76 Cordoba
CAPELUPPO Rafael	07.08.76 Cap. Fed.
COBO Ines Adriana	01.09.76 Buenos Aires
CAPDEPONI Juan José	04.78 Pcia Buenos Aires
DANQUEN Daniel Alberto	15.07.77 Cap. Fed.
DELGADO Julian	04.06.78 Cap. Fed.
DEMARCHI Hector	05.07.76 Cap. Fed.
DENIS Carlos Maria	27.03.77 Cap. Fed.
DOMINGUEZ de Kissler Mabel	01.77 Pcia Buenos Aires
DORIGO Pablo Hermes	20.08.76 Cap. Fed.
DORRONSORO Dardo Sebastian	25.06.76 Lujan (Pcia Bs. As.)
DUARTE Leon Alberto	13.07.76 Cap. Fed.
DEFIERI Eduardo	77 Buenos Aires
EGUREN de COOKE Alicia 1)	26.01.77 Cap. Fed.
ENGEL Guillermo	01.05.76 Cap. Fed.
ESPINOSA PESANTES José Guillermo	18.01.78 La Plata (Bs. As.)
FERNANDEZ PONDAL Rodolfo 1)	08.77 Cap. Fed.
FERRARIS Claudio Arnoldo	30.07.77 Cap. Fed.
FOSSATI Ernesto Luis	26.12.76 Cap. Fed.
FOULKNES Jorge Horacio 3)	17.03.76 0 78 Montero-Tucuman
FRIJO Hector Manuel	18.01.76 Buenos Aires
GATTI Gerardo	09.06.76 Cap. Fed.
GELMAN Marcelo Ariel	24.08.76 Cap. Fed.
GLEYSER Raymundo	27.05.76 Cap. Fed.
GORRINI Alberto Jorge	03.06.77 Cap. Fed.
GRANOWSKY Felix	19.11.76 Cap. Fed.
GUANINI Luis Rodolfo	21.12.77 Cap. Fed.
GUERRERO Diana	27.07.76 Cap. Fed.
GOMEZ Quesada Ruben	30.12.78 Salta
HABEGGER Norberto Armando 3)	03.07.78 Rio de Janeiro
HANS Walter	10.74 La Plata
HERBALEJO Jorge	31.05.78 Cap. Fed.
HERRERA Mario	24.03.76 Cap. Fed.
HIGA Juan Carlos	17.05.77 Pcia Buenos Aires
HOPEN Daniel Saul	77 Buenos Aires
HARRIAGE Jorge Rodolfo	12.77 Pcia Buenos Aires
IDELMAN Mario Hugo	29.09.76 Cap. Fed.
IKONIKOFF Ignacio	12.06.77 Mendoza
ILLA Santiago José	09.03.76 Cap. Fed.
JUAREZ Eduardo	15.08.76 Pcia Buenos Aires
KRISCAUTZY RUBEN Bernardo 3)	15.08.78 Olivos (Pcia Bs. As.)
KOELLIKER FRIERS Alfredo	15.12.76 Cap. Fed.
LAGORIO Carlos	23.01.77 Tucuman
LIZASO Miguel Francisco	14.09.76 Cap. Fed.
LUGONES Susana 3)	23.12.77 Tucuman
JEGER Moritz	08.07.75 Cap. Fed.
MARIN Francisco Eduardo	14.05.77 Cap. Fed.
MARQUEZ de SANTOS Sidney	15.02.76 Cap. Fed.
MARUCO Heraldo Juan	03.05.77 Avellaneda (PBA)
MASTROGIACOMO Marta Zelmira	26.10.76 La Plata (Bs. As.)
MEDINA de BERTHOLET Susana	01.10.76 Berisso (PBA)
MOLTENI Liliana Edith	20.06.76 La Plata
MONACO Luis Carlos 2)	11.01.78 Va. Maria Cordoba
MARTINEZ Mariano Alejandro	27.01.77 Rosario
MONTEMAYOR Mariano	02.04.77
MOYANO Jorge Daniel	12.05.76 Mendoza
MARTINEZ Elsa Delia de Ramirez 3)	30.05.78 La Plata
MARTINEZ SUAREZ José Mario 3)	23.12.77 Buenos Aires
NAZAR Juan Ramón	23.03.77 Neuquen
OESTHERLD Hector German	03.06.77 Pcia Buenos Aires
PEREZ Carlos Alberto	08.05.76 Cap. Fed.
PEREZ Marta	04.76 Pcia Buenos Aires
PIETRI Ettore	24.06.76 Cap. Fed.
POGGIO Horacio Norberto	23.07.76 Cordoba
PIRIS Luis	07.76 Cap. Fed.
RAAB Enrique	16.04.77 Cap. Fed.
RAMOS José Eduardo 3)	01.11.76 Tucuman
SAJON Edgardo	01.04.77 Pcia Buenos Aires
SANTORO Roberto Jorge	01.06.77 Cap. Fed.
SATRAGNO Juan Miguel	26.02.78 Mar de Ajo
SENFRECE Carlos	11.08.76 ou 12.05.77
SOTO Delfor Santos	21.08.76 Pcia Buenos Aires
SERUCO BARBA Luis	Salta
ESPERATTI Horacio Rodolfo	06.06.76 Pcia Buenos Aires
STIVAL Angel	07.08.76 Cordoba
SALMIDON Alfonso	07.11.78
SUAREZ Eduardo 1)	12.08.76 Pcia Buenos Aires
SEIB Victor Eduardo	30.08.76 Temperley
TEBERNA Eduardo	05.77 La Plata
VILLA Patricia de Suarez 1)	14.08.76 Pcia Buenos Aires
WALKER Enrique Juan	17.07.76 Cap. Fed.
WALSH Rodolfo Jorge 1)	25.03.77 Cap. Fed.
WENNER Tilo	26.03.76 Pcia Buenos Aires

- 1) Vus dans le camp de concentration de l'Ecole mécanique de la marine.
2) Vus dans le camp de concentration de "La Perla" (Armée de terre).
3) Vus dans des autres camps.

JOURNALISTES DISPARUS AU CHILI

18.11.74	Diana Aaron Sviglsky (Editions Quimantu, TV	enceinte de 2 mois)
25.09.74	Mario Eduardo Calderon Tapia	
14.09.74	Luis Eduardo Duran Rivas (vu au centre de tortures José Domingo)	
16.07.74	Maximo Hedda Ortiz	
03.01.74	Miguel Rivas Rachiff	
28.06.76	Hector Contreras Rojas	
28.07.76	Guillermo Galvez Rivadeneira	

JOURNALISTES URUGUAYENS DISPARUS

Nom	Date et lieu de disparition
CASTRO PEREZ Julio	01.08.77 Montevideo
CABEZUDO PEREZ Carlos Federico	30.12.77 Buenos Aires
DUARTE LUJAN Leon (*)	13.07.76 Buenos Aires
GARCIA CALCAGNO German	12.05.77 Buenos Aires
GATTI ANTUNA Gerardo (*)	09.06.76 Buenos Aires
GIORDANO CORTAZZO Hector	09.06.78 Buenos Aires
GOMEZ ROSANO Cecilia	03.01.78 Buenos Aires
MAZZUCHI FRANTCHES Winston (*)	08.02.76 Buenos Aires
MELO CUESTA Nebio (*)	08.02.76 Buenos Aires
QUEIRO UBAL Washington	04.10.76 Buenos Aires
RECAGNO IBARBURU Juan Pablo	01.10.76 Buenos Aires

*) Enlevés au cours d'opérations conjointes des forces armées uruguayennes et argentines.

JOURNALISTES DISPARUS AU GUATEMALA

30.09.70	Enrique Salazar Solórzano	Axel Rosales
30.09.70	Luis Eduardo Díaz Pérez	Pedro Sismit Par
22.09.70	Hector Augusto Vásquez	Rolando J. Pineda
1972	Werner Trejo	Julio Amílcar Cojón Tecú
1976	José Anton Sanchez	Oscar Ovalle
10.03.79	Oscar Leonel Mujía Cordova	Hector Augusto Sánchez
21.06.80	Manuel René Polanco	Simón Stanislao Cabrera
04.10.80	Gaspar Culán Yatz	Fulvio Alirio Mejía
08.10.80	Felipe Zepeda y Zepeda	Rodrigo Ramírez Morales
17.10.80	Irma Flaker	Sonia Calderón de Martel
17.10.80	Victor H. Pensamiento	Abner Recinos Alfaro
19.12.80	Alaide Foppa	Valentin Ferrat



«Disparus» parce que journalistes

Le métier de journaliste n'est pas un sacerdoce: Les journalistes ne sont pas forcément des militants, loin de là. Leur activité consiste à observer, vérifier leurs informations, témoigner et informer. Il leur suffit pourtant d'exercer scrupuleusement cette activité pour se désigner comme cible pour tous les régimes totalitaires. Si les journalistes ne risquent pas leur vie sous certains de ces régimes, c'est parce qu'il y sont muselés ou parce qu'il y donnent libre cours à... l'auto-censure. Sous d'autres régimes — tels la plupart de ceux d'Amérique latine — il leur suffit d'avoir choisi cette profession pour être arrêtés ou enlevés, quelquefois à titre préventif, quelquefois à cause du courage dont ils ont fait preuve en écrivant et diffusant des informations dont ils sont certains. Qu'importe qu'ils soient entre les mains de la police, de l'armée ou des forces parallèles: ils risquent toujours le pire...

Et c'est la société entière qui est victime de telles exactions, car elle est ainsi injustement privée d'informations l'intéressant directement. Les journalistes dignes de ce nom sont par conséquent appelés à jouer un rôle spécifique d'utilité publique, puisqu'ils sont au service de toute la société. Tout pouvoir totalitaire les craint et cherche à les rendre hors d'état d'exercer leur profession.

Les régimes qui se sont succédé en Argentine fournissent

à cet égard un sinistre exemple. L'ouvrage de Jacobo Timmerman — entre autres — témoigne de l'ampleur de ce drame.

Ainsi Rafael Perrota, directeur du journal économique *El Cronista comercial*, a été enlevé en juin 1977 et l'on est toujours sans nouvelles de lui.

Jacobo Timmerman a rencontré R. Perrota dans une prison clandestine. Alicia Eguren de Cooke, R. Fernandez Pondal, E. Raab, E. Suarez et Patricia Villa de Suarez ont été vus au camp de concentration de l'Ecole de mécanique de la marine. J.J. Ascone et R. Walsh y ont été vus également,

mais, selon certains témoins, à l'état de cadavres... A.L. Ariza et L. Monaco ont été aperçus au camp de "La Perla", à Cordoba. J.E. Ramos aurait été reconnu à la Préfecture de police de Tucuman. Les noms des chefs de camp et des tortionnaires sont connus.

Comme on le voit, on ne dispose que de témoignages fragmentaires. Quant aux listes dont nous disposons, elles sont loin, hélas, d'être exhaustives.

Faire le silence sur le scandale des disparus, ne pas se solidariser avec ses victimes — même si l'on ne partage pas leurs opinions — revient à se rendre complices de leurs bourreaux. Et faire le jeu de l'oppression et de l'injustice, d'où qu'elles viennent.

Isabelle VICHNIAC
Journaliste

On se souvient de vous

On se souvient de vous: ils sont venus vous chercher pendant la nuit; on se souvient de vous: c'est au coin de telle rue que vous avez disparu. On se souvient de vous parce qu'on ne peut pas nier un homme, une femme lorsqu'ils sont inscrits dans la mémoire d'autres femmes, d'autres hommes.

Mémoire toute proche du cœur, articulée sur l'amour, sur l'amitié, sur la fraternité. Mémoire toute proche de la justice, articulée sur le droit; mémoire qui refuse que le flot d'aujourd'hui ne passe, indifférent, sur le flot d'hier; mémoire qui n'accepte nulle part, pas plus à l'Est qu'à l'Ouest, que le mal soit appelé bien, ni que le pouvoir qui triomphe fasse oublier ses crimes parce qu'il a triomphé.

Ces murs ne peuvent vous nier; ces prisons ne peuvent se refermer sur notre mémoire vivante; les mensonges qui vous entourent ne peuvent altérer votre image. A ce qui vous est cher, simplement,

nous mettrons plus de prix: la liberté. A ce qui vous est ôté nous regarderons de plus près, à ces choses que la vie nous offre et que nous ne voyons pas.

On se souvient de vous; cette mémoire est une arme; ils ont eu le pouvoir de vous arrêter, ils n'ont pas le pouvoir de faire croire qu'ils devaient vous arrêter. Notre mémoire les en empêche; notre mémoire défend la vôtre. Elle défendra même votre vie, peut-être, si les hommes et les femmes libres écoutent et se souviennent.

Même pour les prisonniers que leurs bourreaux ont tués, notre mémoire n'est pas un regard en arrière. Elle recueille ce qu'ils ont été comme semence de ce que nous devons être, elle reconstruit sur leur mort l'image d'une autre vie — comme ce lointain suspect, cet innocent condamné qui, le Jeudi Saint, dans la chambre haute, disait à ses amis qu'en buvant de cette coupe ils feraient mémoire de lui.

Nous nous souvenons de vous, les vivants et les morts, tous survivants; nous recueillons de votre vie ce qu'ils croyaient vous ravir. Nous nous souvenons de vous; cette mémoire espère malgré les sceptiques, appelle malgré les indifférents, agit malgré les oublieux. S'il nous arrivait de vous oublier, vous seriez des hommes plus menacés; nous serions menacés de n'être plus des hommes.

Nous nous souvenons de vous: ils sont venus vous chercher pendant la nuit. Nous nous souvenons de vous: c'est au coin de telle rue que vous avez disparu.

Freddy KLOPFENSTEIN
Rédacteur en chef de la
Vie protestante

Le premier qui dit la vérité doit être exécuté

Parmi les 7291 personnes disparues en Argentine et qui ont été recensées par le Conseil oecuménique des églises*, il y a plus de cent journalistes. Signe que cette profession est particulièrement visée par le gouvernement militaire qui écrase ce pays en utilisant l'enlèvement, la torture et l'assassinat comme système de gouvernement.

Si nous nous penchons plus spécialement ici sur le cas des journalistes, ce n'est pas parce que nous pensons qu'ils méritent plus d'attention que les autres disparus — un enfant, une femme, un homme, c'est d'abord et surtout un être humain unique, qui a le droit de pouvoir vivre en liberté et à l'abri de la misère. Mais la manifestation mensuelle en faveur des disparus d'Amérique latine mettra l'accent, ce 27 janvier, sur les journalistes enlevés. Et cela nous incite à mettre en évidence le rôle unique et irremplaçable que doivent jouer les journalistes.

Les militaires argentins, comme leurs collègues qui ont transformé la majorité des pays d'Amérique latine en une vaste prison, ont bien compris que le journaliste détient un pouvoir particulier. Qui entraîne, selon nous, une responsabilité particulière.

Car le journaliste participe à l'élaboration de "la vérité", en rédigeant ou en répercutant l'information. Que se passe-t-il à l'étranger et dans votre pays? C'est en lisant les journaux, en écoutant la radio, en regardant la télévision que vous l'apprendrez. Votre cerveau fait en permanence la synthèse des informations reçues et cette synthèse devient pour vous "la vérité". D'où la nécessité d'une presse pluraliste.

Oui, "la vérité", ce n'est pas ce qui s'est passé réellement, mais la résultante, pondérée par votre

sensibilité, des diverses informations que vous avez reçues de l'événement. D'où l'immense responsabilité du journaliste. D'abord de celui qui relate l'événement au premier degré, qui l'a vu ou qui se base sur le récit des témoins. Ensuite, de celui qui répercute et trie l'information. Par exemple, du journaliste de la radio, de la TV ou du quotidien, qui choisit et condense l'information.

Les gens qui détiennent un pouvoir, politique, militaire ou économique, ont la fâcheuse tendance à en abuser pour le conserver et l'étendre. Pour cela, ils utilisent des méthodes qui, si elles sont dévoilées, peuvent compromettre leurs manœuvres. C'est pourquoi les journalistes honnêtes — ce qui signifie seulement : qui ne s'autocensurent pas ni ne déforment volontairement l'information — sont des menaces pour les gens au pouvoir.

Dans les pays encore démocratiques, le rôle des journalistes est double. Ils doivent d'abord jouer en permanence leur rôle critique vis à vis des gouvernements, des militaires et autres possédants, pour éviter le glissement naturel vers le totalitarisme qui menace tous les pays démocratiques, le nôtre compris. Ils doivent ensuite jouer le même rôle critique vis à vis des gouvernements totalitaires étrangers.

D'autant plus que les journalistes honnêtes de ces pays totalitaires ne peuvent remplir leur devoir. Car tout régime autoritaire ne peut maintenir son pouvoir illégitime qu'en employant la force et en empêchant l'information de circuler. C'est pourquoi tant de journalistes sont enlevés, torturés, tués, par les régimes militaires qui foisonnent dans le monde dit "libre".

Comme le chante Guy Béart : le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté.

Bernard BEROUDETribune socialiste genevoise

* dans un rapport de 400 pages publié le 13 janvier dernier.

Violences incontrôlables ou politique préméditée ?

Le problème des "disparus" d'Amérique latine a souvent pu être considéré comme un phénomène relevant de l'exacerbation des luttes socio-politiques dans ce continent, provoquant l'action de groupes para-militaires certes liés aux pouvoirs dictatoriaux, mais marginaux, jusqu'au-boutistes et incontrôlables.

Plusieurs études effectuées par des spécialistes latino-américains et de droit international, démontrent au contraire qu'il s'agit là d'une politique préméditée et coordonnée — en Amérique latine surtout — se basant sur une conception idéologique forgée aux Etats-Unis. A l'évidence, c'est dans la doctrine dite de "sécurité nationale"

élaborée sous la présidence de Harry Truman, en 1947, et enseignée aux officiers latino-américains dans les académies militaires de Washington et de Panama, qu'il faut faire remonter l'origine d'une politique dont les concepts essentiels peuvent s'énumérer ainsi :

- Le monde est divisé en deux camps : l'Occident d'un côté, le communisme de l'autre;
- pour des raisons à la fois géographiques et morales, il convient de s'engager dans le camp occidental;
- la géopolitique, un des deux principaux piliers de cette doctrine (qui veut remplacer la philosophie), affirme que les notions de "peuple" et d'"individu" sont des mythes; que la nation n'est rien sans l'Etat et que celui-ci ne peut être que le pouvoir;
- cette conception donne les racines d'une stratégie totale (deuxième pilier de la doctrine) basée sur l'affirmation que tout individu ne peut être qu'ami ou ennemi. Donc, pas de neutralité possible dans un monde en guerre perpétuelle entre deux blocs, qui détermine l'ensemble de l'existence des individus; qu'ils en soient conscients ou non. Au fond, l'antithèse d'une maxime connue utilisée par un dirigeant hongrois, car affirmant que tous ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous !

A partir de là, les conceptions démocratiques traditionnelles, pourtant héritées de la civilisation occidentale (droit, morale, principes) deviennent relatives. Et il n'est donc pas anormal de mettre sur pied une législation d'état d'urgence ou d'exception permettant à une junte militaire (ou même, exceptionnellement, civile, comme au Salvador) d'exercer tous les pouvoirs.

Ces législations sont le fondement "naturel" et nécessaire à une "politique de disparitions", qui a pour objectif d'engendrer l'insécurité des citoyens et de les convaincre de l'inutilité d'une opposition qui ne peut que les mener à l'extermination.

Cette forme de répression (par rapport à une persécution "légalisée") a comme avantage pour les régimes dictatoriaux de leur permettre l'affichage d'une certaine image de marque démocratique et de pouvoir plus aisément se soustraire aux moyens d'investigation de la communauté internationale, en niant la responsabilité des disparitions et assassinats.

Cette politique réduit également à néant les possibilités juridiques de défense des prisonniers politiques, que même les Constitutions ou lois des régimes les plus détestables permettraient sans doute de trouver.

En connaissance de ce mécanisme, il s'agit de déjouer les argumentations fallacieuses des Etats concernés par le problème des disparitions et de mettre en place, au niveau international, des instruments efficaces pour contrer ce phénomène.

André RAUBER
Rédacteur en chef de la
Voix Ouvrière

La fabrication de ce journal a été assurée bénévolement : pour la composition par Diane Gilliard, pour le montage et l'impression par des ouvriers de la Tribune de Genève en ses locaux mis à disposition.

Les articles sont sous la responsabilité des auteurs.

Ed. resp. R. Pfister, C.A., cp 195,
1211 Genève 1



90 000 disparus

EN AMERIQUE LATINE

et parmi eux
des centaines d'enfants

Nous vous invitons à participer à

NOS PROCHAINES MANIFESTATIONS

Jeudi 24 février :
Avec les parents de disparus latino-américains qui seront présents à Genève et pour une action internationale plus effective.

Jeudi 31 mars :
Pour les Européens disparus en Argentine et en Amérique latine.

Jeudi 28 avril :
Pour les étudiants, les collégiens et les jeunes disparus.

Jeudi 26 mai :
Pour les religieux disparus.

devant les bureaux de l'Aerolineas Argentinas
1, rue Chantepoulet à Genève, de 12 h. à 13 h.

Cette action est aussi un geste de solidarité avec les mères qui, chaque jeudi, se réunissent sur la place de Mai à Buenos Aires. Elles symbolisent pour nous la lutte de toutes les mères d'Amérique latine pour retrouver leurs enfants et les membres de leur famille disparus.

Avec la FE.DE.FAM. (Fédération latino-américaine des associations de familles des détenus-disparus) nous exigeons la libération de tous les détenus-disparus et nous soutiendrons cette lutte.

JUSQU'A CE QU'ON LES RETROUVE

ACAT (Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture)
AFUDE (Association des parents des Uruguayens disparus)
AICT (Association internationale contre la torture)
AIDA (Association internationale de défense des artistes)
Association de jeunes "Le Pavé"
Association Nicaragua-Salvador
APG (Association de la presse genevoise)
ASJ (Association vaudoise des journalistes)
Association de soutien à la résistance chilienne — Salvador Allende
Bolivie libre
CAMUR (Organisation de femmes chiliennes)
CARITAS Genève
Centre social protestant Genève
Centre social protestant Lausanne
Centre des secours "Droit de l'homme" Neuchâtel
Comité argentin Genève
Comité argentin Lausanne
Comité Fuentes Mohr pour la défense des Droits de l'homme au Guatemala
CO.SO.FAM. (Commission de solidarité avec les familles des disparus et prisonniers politiques en Argentine)
COTMEC (Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique)
COTMEP (Commission Tiers Monde de l'Eglise protestante)
CRT (Confédération romande du travail)
CSPB (Comité de solidarité avec le peuple brésilien)
CURS-GRISUR (Uruguay)
D.B. (Déclaration de Berne)
Défense des enfants
Femmes pour la paix
FOBB (Syndicat du bâtiment et du bois, Genève)
FTMH (Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie)
FSCG (Fédération des syndicats chrétiens de Genève)
Groupe oecuménique des paroisses de St-Antoine et de la Servette, Genève
Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté
Ligue suisse des Droits de l'homme
Mémoire pour des hommes libres en Argentine
O.P.M. (Oeuvres pontificales missionnaires)
Parti du Travail
Pax Christi
PSG (Parti socialiste genevois)
Syndicat du livre et du papier.
Terre des Hommes, Genève
USCG (Union des syndicats du canton de Genève)
VPOD (Fédération suisse du personnel des services publics de Genève)

Domination sociale : contrainte, torture, « disparitions »...

Dans les plus vieilles organisations sociales, la tribu ou le clan, les hommes ne connaissent pas d'autres contraintes que celles de trouver à manger pour vivre. Avant la première division du travail, le clan vainqueur d'un autre s'en assimilait les membres. Tous avaient les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Lorsque la productivité de l'homme lui permet de produire plus que ce qui était nécessaire à son propre entretien, il devient intéressant de guerroyer pour se faire des esclaves et s'approprier leur sur-travail. La tribu peut faire des réserves pour prévenir les disettes et les surplus permettent de détacher certains de ses membres à d'autres tâches que celles de la quête de nourriture. C'est alors qu'apparaît la première division de la société, la division du travail en travail manuel et travail intellectuel. Pendant que certains produisent les biens nécessaires à tous, d'autres accumulent du savoir et s'exercent au commandement. Le chef jusqu'ici élu ne l'est plus. Avec les développements de la production il ne lui faut plus faire la preuve jour après jour qu'il est le plus fort, le plus intelligent, le plus sage pour conduire la société. Simultanément, la femme qui jusqu'alors était l'égale de l'homme parce qu'elle contribuait au moins de manière équivalente à la survie de la tribu, se vit dépossédée de ses moyens. Les armes nouvelles autorisèrent la chasse sans son concours, les outils permirent le défrichement et le travail de la terre, éliminant ainsi la cueillette. L'homme devient naturellement propriétaire des outils et du bétail et la femme reste propriétaire des ustensiles de cuisine, de ménage. Le travail manuel et la femme s'en trouvèrent socialement dominés.

Depuis, les sociétés organisées sur un rapport de production marchande ont vu les êtres humains traités comme des bêtes, vendues, achetées, mises à mort. Les hommes et les femmes occupés à la fabrication de toutes les choses indispensables à la vie furent considérés comme des marchandises, comme des machines. Aujourd'hui encore une très grande majorité des êtres humains vivent sous la contrainte, ils sont dominés par les richesses qu'ils créent et dont ils ont été dépossédés par ceux qui ont dirigé — qui dirigent — les systèmes d'exploitation successifs de l'esclavage, du servage, du salariat. Pour maintenir les producteurs dans leur état de dominés, les sociétés ont utilisé tous les moyens de répression à commencer par la torture, l'obscurantisme religieux ou philosophique, les armées permanentes, etc.

La torture : un des moyens

En 1983, tous les Etats ne pratiquent pas la torture ou la disparition; ils ont tous néanmoins trouvé d'autres formes de contraintes pour maintenir le pouvoir et la domination des classes exploiteuses. Cependant lorsque les contradictions sociales sont si tendues qu'elles éclatent dans la rue, dans les usines, etc. alors le fantôme de la torture se matérialise aussi dans les pays les plus « civilisés ». La torture est la forme de la violence de classe la plus abominable, inhumaine; même pas animale. Elle est souvent l'ultime recours des gens de pouvoir pour maintenir leurs privilèges et leur domination sur les autres membres de la société. Ceux qui condamnent la torture doivent aussi condamner les sociétés qui par elle et par toutes les autres contraintes asservissent les producteurs, affaiblissent les deux tiers du monde. De plus, il est nécessaire de réaffirmer que l'opposition aux régimes de l'oppression ne doit jamais s'autoriser à utiliser les mêmes moyens : torture, exécutions sommaires, attentats de masse. Rien ne légitime d'un côté comme de l'autre les violences physiques et psychiques destinées à faire souffrir, à réduire un être humain au néant par l'humiliation, la peur, la torture ou la folie.

On nous parle de la disparition d'hommes, de femmes et d'enfants. Mais nous ne devons pas oublier que les gouvernements qui font disparaître des personnes sont aussi de ceux qui tentent par tous les moyens à faire disparaître les acquis sociaux, la liberté de réunion, de presse, les syndicats. Pour se faire et pour liquider les opposants ils utilisent soit un code pénal autorisant l'arrestation préventive pour des idées, des intentions : c'est le délit d'opinion; soit l'internement psychiatrique, soit la « disparition » physique des opposants, ou encore l'interdit professionnel et la marginalisation par le chômage.

Il faudra bien que nous nous décidions une fois à répondre au système de la disparition en faisant disparaître ce système, celui de l'exploitation et de la domination des producteurs de tous les continents.

Un ouvrier typographe.